

*Air Canada*

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

**REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 2 heures.

**M. Orlikow:** Avant l'heure du déjeuner, je faisais connaître l'impression de notre parti au sujet d'une des principales lacunes du projet de loi, de fait, de chaque bill de transport représenté par le gouvernement. Celui-ci cherche à régler un seul petit aspect de la situation globale du transport, en l'occurrence Air Canada.

Comme je l'ai signalé plus tôt aujourd'hui et en d'autres occasions, tout indique que nous devons au Canada envisager la situation du transport dans son ensemble. Il nous faut mettre au point une politique générale et concertée du transport, utilisant tous les modes le plus efficacement possible, afin de procurer les meilleures avantages sociaux et autres aux Canadiens. Voilà pourquoi je m'inquiète de la plupart des amendements présentés par le député de Vegreville au nom de l'opposition officielle. Au comité, je me suis prononcé contre les amendements du député que le ministre a acceptés. Il a révisé le bill pour les y inclure. C'est-à-dire que l'on devrait stipuler dans le bill que l'un des principaux objectifs d'Air Canada devrait être de faire des bénéfices.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ce devrait être son principal objectif.

**M. Orlikow:** Elle devrait avoir la rentabilité pour principal objectif. J'ai abordé ce sujet au comité. Mon collègue, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), a également l'intention d'aborder ce sujet. Il s'agit là d'une grave erreur. Air Canada est notre transporteur national. C'est le peuple canadien qui en est propriétaire. Elle doit continuer à desservir les régions où les lignes ne peuvent être rentables. Je songe aux provinces maritimes dont la population est relativement faible, à certains vols sur de petits parcours dans l'ouest du Canada, qui n'ont pu s'étendre, le ministre les en ayant empêchées, de même que dans le nord de l'Ontario et dans l'Arctique. Si cette politique était appliquée, elle aurait des répercussions énormément nocives.

Comme je ne participerai vraisemblablement pas à tout le débat, je tiens à souligner un point en particulier. On peut lire dans le numéro d'aujourd'hui de la *Gazette* de Montréal un article sous la manchette suivante: «Travel firm plans \$209 B.C. return». L'article révèle que le gouvernement fédéral a ouvert hier la voie à des tarifs meilleur marché pour les vols intérieurs, des tarifs qui ne dépasseront peut-être pas \$209 pour l'aller-retour Montréal-Vancouver. L'article annonce en effet que le prix du billet Toronto ou Montréal-Vancouver sera réduit de moitié. Les agents de voyage ne se tiennent plus de joie. C'est un progrès. Je presse le ministre de s'attacher au véritable problème. Le déficit de notre balance commerciale s'explique en partie par le fait que les Canadiens voyagent à l'étranger. Durant les mois d'hiver, les Canadiens veulent partir pour des destinations comme Hawaii, la Floride, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal et d'autres pays. Il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire pour améliorer

[M. Orlikow.]

notre climat. Des dizaines de milliers de Canadiens s'envolent actuellement vers l'étranger en partance de Vancouver, Winnipeg, Toronto et Montréal. Si les Canadiens vont à l'étranger, ce n'est pas parce que le billet d'avion entre Montréal ou Toronto et Vancouver coûte trop cher, même si ce motif entre en ligne de compte, mais c'est parce que lorsqu'on achète un billet pour Hawaii, Londres, Amsterdam, la côte portugaise ou Miami, en Floride, on peut non seulement acheter un billet d'avion à meilleur marché, mais également un voyage à forfait qui comprend le transport aérien, l'hôtel et le restaurant. Une telle formule est pratiquement impossible au Canada, et on ne lui consacre certes pas beaucoup de publicité.

• (1410)

L'un de mes collaborateurs a téléphoné ce matin à divers hôtels de Vancouver et voici ce que j'ai appris: une chambre pour deux personnes au Georgia Hotel coûte \$35; à l'aéroport Hyatt, les prix s'échelonnent entre \$35 et \$39; au Bayshore Inn, les prix vont de \$47 à \$58; au Holiday Inn du centre-ville, c'est \$35. Je ne veux pas critiquer les hôtels de Vancouver; si les gens de Vancouver veulent venir à Toronto ou à Ottawa, ils devront payer encore plus cher. Mon épouse est venue à Ottawa il y a deux mois. Le Château Laurier était complet et elle est descendue au Four Seasons, et si je me souviens bien, il lui en coûté entre \$45 et \$50 pour une seule nuit. Ce n'est pas le bon moyen d'encourager les Canadiens à voyager au Canada ni d'encourager les touristes étrangers à venir au Canada.

Si Air Canada souhaite véritablement prendre de l'expansion, je dis au ministre des Transports que la société devrait non seulement offrir des tarifs-charter, mais elle devrait également négocier avec les principaux hôtels du Canada afin que ceux-ci réduisent au moins leurs tarifs pour les groupes qui voyagent en charter. Cela permettrait aux gens de l'est du Canada de visiter Calgary ou Vancouver, et vice versa, en bénéficiant d'une formule à forfait comprenant le transport aérien, l'hôtel et le restaurant, comme cela se fait pour Hawaii, Miami, Londres, le Portugal ou l'Espagne.

J'invite instamment le ministre à mettre en application le paragraphe 6(1) de ce bill, qui est ainsi conçu:

6. (1) La société peut, au Canada et à l'étranger, a) établir et exploiter le commerce de transport aérien;

b) acheter, vendre, louer, construire ou autrement acquérir, aliéner, entretenir et exploiter, dans la mesure nécessaire à l'exercice de ses activités, des aéronefs, des hôtels et autres logements, . . .

Je ne veux pas dire qu'Air Canada devrait se lancer dans l'hôtellerie; ce ne serait peut-être pas nécessaire. Mais, à mon avis, elle devrait se servir des pouvoirs qui lui sont conférés pour promouvoir au Canada le type de voyages qui, s'ils réussissaient, ce dont je suis certain, nous permettrait d'économiser une somme importante de devises étrangères qui nous échappe maintenant parce que trop de Canadiens voyagent à l'étranger. Deuxièmement, et ce qui est encore plus important, cela aiderait les gens d'une partie du pays à connaître ceux d'une autre partie. Je prie instamment le ministre de donner suite à certaines de mes propositions et de donner plus de sens au bill.

**M. Arnold Malone (Battle River):** Monsieur l'Orateur, je veux participer à ce débat parce que les motions nos 1 et 2 actuellement à l'étude visent à limiter la croissance des sociétés de la Couronne, les obligeant ainsi à réduire leur apport à la société canadienne. Ces dernières années, plus de 1,000 sociétés de la Couronne ont été créées. Ce n'est pas seulement le